



Après l'installation d'un usurpateur à la tête de la Chefferie Supérieure Bagam en août 2020 par l'Ex-Préfet des Bamboutos Ernest Ewango Budu en poste dans le Ndé et la saisine des tribunaux par un collectif d'avocats originaires de Bagam sous la demande de certaines notabilités et princes qui contestent le testament apocryphe sur lequel s'appuie cette imposture, le Ministre de l'Administration Territoriale Paul Atanga Nji instruit de remettre les comptes à zéro et ordonne l'ouverture de nouvelles consultations auprès des notables dans un département en proie aux attaques des sécessionnistes.

Dans une séance de jeu questions-réponses des députés de l'Assemblée Nationale (AN) adressés aux membres du gouvernement, l'honorable Joséphine Ghimbop Simo Ndiffo député de l'arrondissement de Galim et originaire du village Bagam tentait de justifier l'imposture du Prince Dieudonné Fongtendop Zossie à la tête de la Chefferie Supérieure Bagam. Selon elle l'arrestation, l'initiation et l'installation du successeur légitime au trône en la personne du Prince Mathurin Mouoyebe Zossie dit Paul Biya, Ingénieur des Postes et Télécommunication s'incrimine en violation du processus ayant abouti à la désignation du Chef Supérieur de cette petite communauté forte de 100 milles âmes après le décès de Jean Marie Simo Tenkeu Zossie souverain roi des Bagam, le 23 mai 2020.

Un coup de force savamment orchestré par des usurpateurs tapis dans l'ombre non habilités à

l'arrestation du futur roi. Lesquels avaient brillé par leur attitude à travestir les us et coutumes, à manipuler l'élite politique et certains notables 03 mois seulement après le décès du défunt souverain. Une machine infernale de corruption, de trafic d'influence et de contre-façon de documents qui s'était mis en branle pour s'approprier du trône jadis séculaire. Or c'était sans compter sur la vigilance et la détermination de la quasi-totalité des princes et des notables préposés à la capture et à initiation du nouveau chef. Ces derniers disaient en effet, avoir dénoncé au lendemain du 01 août 2020 la manoeuvre mise sur pied par l'Ex-prefet du département des Bamboutos Ernest Ewango Budu pour faire main basse sur le trône en écartant du processus les notables préposés en la matière via le fameux comité de régence composé de 08 imposteurs tous proches de la princesse julienne Keutcha qui s'était compromise dans sa proximité avec le préfet en question.

Une forfaiture qui n'avait pas sa raison d'être avait rappelé le Minat car en ce qui concerne les affaires de chefferie il ne saurait avoir 02 chefs dans un village. Paul Atanga Nji, le Minat déclare en effet : **<< Qu'en cas de conflit on remet le compteur à zéro, il n'a pas de chef dans ce village et l'on reprend les consultations dans les normes car la chefferie obéit à une logique de descendance >>**. Dans le cas de Bagam le Minat exige en effet, une large concertation sur le principe du consensus qui doit amener les notables à se prononcer quand une vacance est ouverte. Vivement donc un retour à l'orthodoxie, au rétablissement des normes coutumières et bien sûr à la paix des fils et filles Bagam.